

ÉTUDE RETROSPECTIVE 2021 DU FINANCEMENT A L'APPUI DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SURMONTER LA CRISE, ŒUVRER A LA REPRISE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le présent rapport couvre la cinquième étude rétrospective du financement à l'appui des politiques de développement (DPF). Un des trois instruments de financement complémentaires de la Banque, le DPF désigne une opération d'appui budgétaire sans affectation spéciale destinée à aider les pays clients à réformer leurs politiques et institutions afin d'assurer une croissance durable et de réduire la pauvreté. La Banque passe périodiquement en revue les tendances et performances du DPF dans le but d'en renforcer la pertinence en tant qu'instrument de financement pour les clients de l'institution. La présente étude rétrospective, qui porte essentiellement sur les opérations de DPF menées entre juillet 2015 et juin 2021 (la « période couverte par l'étude rétrospective »), énonce les principaux points à retenir en ce qui concerne les tendances et performances de cet instrument ainsi que sa contribution à la réalisation des actions prioritaires en matière de développement.

2. La période couverte par l'étude a été tumultueuse pour de nombreux pays en développement. Elle commence au lendemain de la chute des prix des produits de base et se termine avec l'avènement de la pandémie de COVID-19. Pendant cette période, les craintes concernant la nécessité de remédier aux effets néfastes du changement climatique, des disparités sociales, des inégalités entre les genres, des catastrophes naturelles et d'autres chocs récurrents, de l'insuffisance des emplois de qualité et de la persistance des vulnérabilités liées à la dette n'ont cessé d'augmenter, particulièrement dans les pays à faible revenu, ainsi que la sensibilisation à toutes ces questions. Cette période a débouché sur la pandémie sans précédent de la COVID-19, dont les conséquences sur les acquis obtenus sur le plan du développement sont immenses et persistantes, faisant peser des risques plus importants sur la réalisation du double objectif du Groupe de la Banque mondiale. Dans ce contexte, le DPF a grandement contribué à asseoir les bases d'un développement durable ainsi que de la préparation et la riposte aux crises, en complément d'autres instruments de la Banque mondiale, dans le cadre d'opérations concertées avec IFC et la MIGA, afin d'aider les pays à remédier à ces questions.

3. L'étude rétrospective objet du présent rapport se déroule également dans un contexte caractérisé par les engagements institutionnels fondamentaux pris par le Groupe de la Banque pendant cette période. Le programme d'augmentation de capital de la BIRD et les 18^e et 19^e reconstitutions des ressources de l'IDA ont permis de traduire dans les faits les objectifs de la Vision d'avenir adoptée en 2016¹. Le besoin de mettre les ressources au service du développement, associé à la montée des vulnérabilités liées à la dette dans tous les pays clients du Groupe de la Banque mondiale, a mis en lumière l'importance de la mobilisation de ressources intérieures ainsi que de la viabilité des finances publiques et de la dette, tandis que le rôle du secteur privé a été reconnu comme étant indispensable pour soutenir

¹ <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/545241485963738230-0270022017/original/DC20160008.pdf>.
<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/04/21/world-bank-group-shareholders-endorse-transformative-capital-package>
<https://ida.worldbank.org/replenishments/ida18-replenishment>
<https://ida.worldbank.org/replenishments/ida19>

la croissance économique et les emplois, comme l'illustrent les programmes d'action autour de la mobilisation de capitaux privés et de l'emploi et la transformation économique (JET). Desservir tous les clients signifiait intensifier l'aide aux pays BIRD à faible revenu (particulièrement ceux qui venaient d'être reclassés parmi les pays ne pouvant plus emprunter à l'IDA), tout en continuant à intervenir dans les pays clients sur toute l'échelle des revenus. Dans le document sur la Vision d'avenir, il est dit que le Groupe de la Banque mondiale allait « prendre une part de plus en plus active à la gestion des biens publics mondiaux, notamment en se penchant sur les questions (...) du changement climatique et des grandes épidémies » et se consacrer en priorité à la gestion des crises et aux inégalités entre les genres. L'étude objet du présent rapport jette un regard en arrière pour analyser de quelle manière le DPF a été utilisé pour mettre en œuvre ces actions prioritaires. Puis, dans un exercice de prospective, il tente de décrire comment cet instrument peut être amélioré pour soutenir l'approche de développement vert, résilient et inclusif (GRID) adoptée récemment par le Groupe de la Banque mondiale.

4. L'étude rétrospective passe en revue la performance du DPF pendant la période considérée et les atouts de cet instrument pour aider les clients à réaménager leurs politiques et institutions et poser les bases d'une reprise durable au lendemain de la pandémie de COVID-19. Au moment où le monde redéfinit ses priorités en matière de développement dans le sillage de la pandémie, le rapport dresse le bilan des tendances et performances du DPF durant les six années couvertes par l'étude, et formule des recommandations sur la manière dont cet outil pourrait être amélioré pour s'assurer qu'il s'adapte aux défis actuels du développement. L'étude commence par se pencher sur l'incidence du DPF sur la croissance durable et la réduction de la pauvreté dans le contexte d'une sélection de crises mondiales et régionales survenues ces 14 dernières années. Elle s'intéresse ensuite à quatre domaines d'intervention particuliers qui sont au cœur des priorités institutionnelles du Groupe de la Banque mondiale : i) viabilité des finances publiques et de la dette pour la stabilité et la résilience macroéconomiques, ii) cadre propice à l'activité privée afin de promouvoir un développement tiré par le secteur privé et la création d'emplois, iii) égalité entre les femmes et les hommes, et iv) adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets. Le rapport donne quelques indications sur la manière dont le DPF a soutenu ces domaines d'intervention dans le passé, et montre dans quelle mesure cet instrument est bien placé pour accompagner l'approche GRID à l'avenir.

5. En tant qu'instrument de financement, le DPF continue de promouvoir un dialogue continu sur les politiques publiques et les réformes auprès de clients divers. La Banque a octroyé 81 milliards de dollars à titre de DPF au cours de la période couverte par l'étude, dans le cadre de 328 opérations à l'appui des politiques de développement (DPO) et 16 opérations de financement additionnel. La BIRD a financé 147 de ces opérations, et l'IDA, 181. Les DPF représentent en moyenne 26 % de l'enveloppe globale de financements de la Banque pour la période considérée. Ils complètent les programmes pour les résultats (P4R) et les financements de projets d'investissement (FPI) dans la panoplie des instruments de prêt de l'institution, et en facilitent la mise en œuvre. En répartition géographique, la région Afrique (AFR) compte le plus grand nombre de DPO (112 opérations approuvées), tandis que la région Amérique latine et Caraïbes (LCR) a bénéficié de la plus grande proportion d'engagements de DPF (soit 25 % du total). La part des DPF dans le volume total des engagements de la BIRD a culminé à 39 % durant l'exercice 19, par rapport au plus bas niveau atteint depuis 10 ans, soit 22 % durant l'exercice 18. Ce pourcentage est resté élevé pendant les exercices 20 et 21, s'établissant à 36 % et 35 % respectivement, essentiellement du fait des mesures prises par les pays en riposte à la pandémie. La part des DPF dans le volume total des engagements de l'IDA a augmenté considérablement durant la période considérée, culminant à 24 % durant l'exercice 20, par rapport à une moyenne annuelle de 12 % pendant la période allant de l'exercice 11 à l'exercice 18.

6. **La politique de la Banque en matière de DPF reste fondamentalement satisfaisante. Au fil du temps et dans l'espace, cet instrument s'est révélé un moyen robuste mais flexible de soutenir les programmes de réforme dans les pays.** La panoplie des DPF, qui va d'opérations supplémentaires, d'options de tirage différé (DDO), d'options de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes (CAT-DDO), d'opérations basées sur des garanties à des projets individuels ou des programmes, a permis à la Banque d'adapter son action à diverses situations et à se montrer à la hauteur de sa mission. Le recours aux DPF a permis d'introduire des innovations (comme l'appui à la lutte contre les violences sexistes, à l'action climatique ou aux technologies numériques). Pendant la période à l'étude, on a observé une augmentation substantielle d'interventions multisectorielles et une plus grande attention portée au secteur réel. Les DPF ont soutenu des réformes relatives à l'agriculture, l'utilisation des terres, la maîtrise de l'énergie et la compétitivité des entreprises. Ils ont aussi été associés à la gestion des risques de catastrophes, à la viabilité de la dette et au développement du secteur privé, comme décrit de manière détaillée au chapitre 3 du rapport objet de l'étude rétrospective. En outre, les DPF ont complété des interventions en amont d'IFC et ont fortement contribué à mobiliser d'autres financements publics et privés en coordination avec d'autres partenaires de développement. Enfin et surtout, ils ont été utilisés en complément de programmes du FMI, pour soutenir un cadre macroéconomique sain et accompagner des réformes macroéconomiques, particulièrement dans les domaines des finances publiques et de la dette.

7. **Dans les pays en situation de fragilité, de conflit et de violence (FCV), les DPF ont joué un rôle déterminant pour faire avancer les réformes des politiques et des institutions, en dépit de changements d'orientation des pouvoirs publics.** Durant les exercices 20 et 21, les engagements de l'IDA sous forme de DPF dans des pays FCV ont atteint des sommets, soit 1,8 et 2,4 milliards de dollars respectivement. L'hétérogénéité des pays en situation de fragilité et de conflit (FCS) — aussi bien des pays à revenu intermédiaire que des pays à faible revenu — a nécessité d'adopter une approche nuancée d'utilisation des DPF dans les FCS, comme on peut le voir dans la stratégie FCV du Groupe de la Banque mondiale. Alors que l'Iraq, un pays FCV bénéficiaire des prêts de la BIRD, a reçu des DPF importants durant les exercices 16 et 17, la majeure partie des DPF a été allouée aux pays IDA-FCV pendant la période en revue. En raison de la place plus importante accordée aux FCV par l'IDA de manière générale, ceux-ci ont bénéficié de 25 % des engagements de l'Association sous forme de DPF, contre 15 % durant les exercices 10 à 15. Dans les FCV, les DPF ont soutenu des réformes structurelles touchant à la gestion du secteur public, y compris les finances publiques et l'administration publique : pendant la période en revue, 41 % des mesures préalables liées aux DPF dans les FCV portaient essentiellement sur cette thématique, contre 23 % dans des pays non-FCV. À titre d'exemple, les opérations de DPF menées en République centrafricaine avaient pour but de soutenir de nouvelles institutions financières, la gestion des finances publiques de base et la transparence budgétaire, afin d'aider à rétablir la confiance du public dans un environnement marqué par la récurrence des conflits². Les autres domaines d'intervention soutenus par les DPF dans les FCV sont la réforme énergétique (10 %) — notamment la série de DPF en Côte d'Ivoire, en Iraq et au Togo — et le développement rural (6 %). Les DPO entreprises dans les FCV ont donné des résultats légèrement inférieurs à celles menées dans les autres pays, environ deux tiers d'entre elles ayant reçu de l'IEG une note au moins modérément satisfaisante pendant la période considérée (contre 77 % pour les pays non-FCV)³. L'étude rétrospective reconnaît les défis liés aux changements d'orientation des

² République centrafricaine, premier et deuxième DPF sur la consolidation budgétaire et l'inclusion sociale (P168035 et P168474)

³ Le terme « satisfaisant » désigne une note de l'IEG au moins satisfaisante. Il convient de noter que seuls 24 DPF de FCV ont été évalués par l'IEG pendant cette période.

pouvoirs publics, en constatant que le cadre d'action s'est détérioré dans certains pays FCV ayant reçu des DPF pendant la période couvrant les exercices 16 à 21 (Afghanistan, Sahel, Soudan).

8. Les DPF ont réalisé d'excellentes performances pendant la période couverte par l'étude : ils ont produit les résultats escomptés et continuent de contribuer de manière positive au développement des pays clients. Près de 82 % des DPF évalués par l'IEG qui ont été clôturés pendant la période considérée ont obtenu une note au moins modérément satisfaisante, tel que mesuré par la valeur des engagements, et 75 % en fonction du nombre d'opérations. Ces résultats sont cohérents dans une grande mesure avec les cibles institutionnelles (80 % et 75 % respectivement), même si la performance a provisoirement baissé entre les exercices 16 et 18. Les opérations menées dans les pays BIRD ont donné des résultats légèrement meilleurs à celles entreprises dans des pays IDA, ce qui est peut-être le reflet de risques plus élevés évalués dans ces derniers pays. Les résultats des DPF en faveur des pays AFR et LCR sont inférieurs à ceux d'autres régions. Plus des trois quarts des résultats escomptés des DPF ont été au moins partiellement atteints, les pays BIRD obtenant des notes nettement meilleures que les pays IDA. Les DPF sont positivement associés à de meilleures politiques et institutions (tel que mesuré par les scores CPIA des pays), et lorsque leur performance est évaluée à l'aune de leur incidence sur lesdits scores, on constate que celle-ci reste positive.

9. Des progrès notables ont été accomplis pour aider les équipes à mettre en œuvre les dispositions de la politique de la Banque relative au DPF afin d'assurer que les exigences sociales et environnementales associées au DPF soient prises en compte de manière satisfaisante⁴, donnant ainsi suite aux recommandations de l'étude rétrospective de 2015. Les orientations à l'intention du personnel de la Banque relatives à l'évaluation de l'incidence des DPF sur l'environnement, les ressources naturelles et les forêts ont été révisées et incorporées aux programmes de formation destinés au personnel de l'institution. La Note de bonnes pratiques de 2004 a été mise à jour pour inclure d'autres domaines de l'action publique qui sont couverts par les DPF, et un tableau d'évaluation des effets sur l'environnement et les conditions de vie a été ajouté aux descriptifs de programmes de DPF. La qualité des analyses d'impact sur les conditions de vie et la pauvreté (PSIA) s'est aussi améliorée. Un rapport sur les PSIA⁵ publié en 2016 a conclu que cet outil était plus connu et mieux compris au sein de la Banque, et qu'il était désormais utilisé couramment. Les PSIA font appel à un éventail d'outils qui associent l'analyse intégrée de la pauvreté à l'étude de l'impact sur les conditions de vie pour répondre à des questions pertinentes, comme l'incidence de la suppression de subventions sur les ménages, l'effet redistributif de la réforme fiscale et les conséquences de différentes réformes propices à l'activité commerciale sur les entreprises. Les PSIA ont aussi contribué à sensibiliser davantage le public, à accroître la transparence et à favoriser le débat, particulièrement lorsqu'ils étaient réalisés au tout début du processus de préparation des DPF. Les procédures d'examen interne ont aussi été renforcées, un groupe dédié de spécialistes étant chargé de passer en revue l'évaluation ainsi réalisée pendant les séances d'examen institutionnel du DPF.

10. Les DPF sont particulièrement utiles pour soutenir la riposte aux crises, comme en témoignent leurs utilisation et performance pendant des crises mondiales et régionales. Les DPF n'ont jamais autant

⁴ La politique de la Banque relative au DPF exige d'évaluer si les mesures préalables incluses dans une DPO sont susceptibles d'avoir des effets substantiels sur la pauvreté et la répartition des revenus, particulièrement sur les couches pauvres et vulnérables. De même, la Banque analyse systématiquement si des politiques spécifiques à un pays qui sont soutenues dans le cadre d'une opération donnée sont susceptibles d'avoir des « effets » positifs ou négatifs « substantiels » sur l'environnement, les forêts et d'autres ressources naturelles de ce pays.

⁵ Multi-Donor Trust Fund, PSIA Final Report, 2016.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/701191479977368846/Poverty-and-social-impact-analysis-PSIA-multi-donor-trust-fund-final-report-2016>

été sollicités que pendant la crise financière mondiale des années 2009-10, lorsque leur pourcentage a augmenté, passant de 32 % du volume total des engagements entre les exercices 01 et 08 à 39 % durant les exercices 09 et 10. Le recours aux DPF a aussi augmenté pendant la crise de COVID-19, passant de 24 % du volume total des engagements durant les trois premiers trimestres de l'exercice 20 à 36 % au 4^e trimestre dudit exercice. Ils représentaient 27 % du volume total des engagements pour l'exercice 21, les projets d'investissement s'étant fortement accélérés et les fonds étant décaissés plus rapidement pour soutenir la riposte sanitaire à la crise, notamment l'achat de fournitures médicales et de vaccins. Ayant analysé le recours aux DPF pendant cinq crises importantes⁶, la présente étude rétrospective constate que les DPF octroyés en période de crise étaient axés sur des réformes pertinentes tout en assurant une étroite collaboration avec le FMI et d'autres partenaires de développement importants. Pendant les crises, la Banque a plus fréquemment eu recours à des DPF autonomes qu'à des opérations en série, par rapport aux périodes exemptes de crises. La Banque a accéléré la préparation de DPF de crise : les délais de préparation ont été raccourcis, bien que les diligences raisonnables aient été maintenues (particulièrement durant la pandémie). Au-delà de la gestion du secteur public et de l'administration publique, les DPF de crise ont été conçus pour soutenir des réformes tenant compte des circonstances particulières de chaque crise (par exemple, les soins de santé en période d'Ebola, l'assistance sociale pendant la crise alimentaire, le secteur financier pendant la crise financière mondiale, etc.), en maintenant l'accent dans une certaine mesure sur le programme de réformes à moyen terme. Les pays FCV ont bénéficié d'un appui considérable, notamment pendant l'épidémie d'Ebola, la crise alimentaire et la flambée des prix du pétrole qui les ont frappés durement. Les DPF associés à la crise de COVID-19 touchaient à un ensemble diversifié de réformes alignées sur les piliers du document de cadrage du Groupe de la Banque mondiale et s'appuyant sur le dialogue autour des politiques publiques et sur les réformes prioritaires pour les pays bénéficiaires⁷. L'option de tirage différé pour les risques liés aux catastrophes (CAT-DDO) est un instrument mis au point pour fournir rapidement des liquidités aux clients afin de les aider à gérer des catastrophes naturelles, qui s'est révélé particulièrement utile face à l'urgence que présentait la COVID-19, comme en témoigne le nombre élevé de décaissements au titre des CAT-DDO existants en 2020.

11. Au-delà de la réponse à la crise, l'étude rétrospective se penche sur quatre domaines d'intervention ancrés dans les engagements institutionnels fondamentaux du Groupe de la Banque mondiale : i) viabilité des finances publiques et de la dette pour la résilience macroéconomique, ii) cadre propice au secteur privé, iii) égalité entre les femmes et les hommes, iv) adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets. Les spécificités des FCS et des petits États sont mises en exergue dans tous ces domaines. Le rapport révèle que les DPF touchant à ces domaines d'action ciblaient des réformes pertinentes et ont donné de bons résultats dans l'ensemble. Toutefois, il est possible

⁶ 207 opérations ayant couvert cinq crises régionales et mondiales entre les exercices 08 et 21, y compris quatre crises historiques : i) la crise alimentaire de 2007-08, ii) la crise financière mondiale de 2008-10 ; iii) l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016 ; et iv) la crise pétrolière de 2014-2016. La COVID-19 en cours est la cinquième crise, pour laquelle la Banque a approuvé 101 opérations de riposte entre le 4^e trimestre de l'exercice 20 et le 4^e trimestre de l'exercice 21 dans toutes les régions du monde.

⁷ Selon le document de cadrage sur la réponse du Groupe de la Banque mondiale à la crise de COVID-19 intitulé « Saving Lives, Scaling up Impact and Getting Back on Track » (juin 2020), les DPF comportaient des mesures réparties sous quatre piliers, à savoir : pilier 1 — sauver des vies, pilier 2 — protéger les populations pauvres et vulnérables, pilier 3 — favoriser une croissance soutenue des entreprises et la création d'emplois, et pilier 4 — renforcer les politiques et les institutions et accroître les investissements. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/136631594937150795/pdf/World-Bank-Group-COVID-19-Crisis-Response-Approach-Paper-Saving-Lives-Scaling-up-Impact-and-Getting-Back-on-Track.pdf>

d'améliorer cet instrument pour tenir compte des enseignements et s'adapter à l'évolution des priorités à mesure que les pays en développement se relèvent de la crise sans précédent induite par la pandémie.

12. Lorsque les pays ont besoin d'accroître leur marge de manœuvre budgétaire pour investir dans le Capital humain et physique et renforcer leur résilience économique, un DPF en faveur de réformes visant à renforcer la viabilité du budget et de la dette publique vient compléter les efforts entrepris dans l'ensemble pour remédier aux vulnérabilités en matière de dette. Pendant la période considérée, environ un tiers des DPF étaient axés sur des réformes liées aux finances publiques et à la dette, près de la moitié des DPF dans des pays FCV portant sur ces domaines d'action. On observe un accroissement constant de l'intérêt porté aux mesures relatives à la mobilisation des recettes, notamment aux réformes fiscales et à la réduction des dépenses fiscales. Bon nombre de mesures visaient une meilleure gestion des dépenses. Les réformes axées sur les dépenses incluaient un meilleur ciblage des subventions ainsi que des mesures destinées à améliorer l'efficacité des dépenses dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale (souvent en s'appuyant sur des recommandations issues des examens des dépenses publiques). Environ la moitié des DPF entrepris dans des pays à risque modéré ou élevé de surendettement extérieur portaient sur des réformes relatives aux finances publiques et à la dette, et 90 % des DPF dans les pays présentant un risque élevé de surendettement comportaient au moins une mesure préalable portant sur la viabilité des finances publiques ou la soutenabilité de la dette. Durant l'exercice 21, les DPF ont complété la Politique de financement du développement durable (SDFP) adoptée récemment, et ensemble, ces deux outils ont contribué à consolider les réformes budgétaires dans de nombreux pays IDA. Les DPF de la Banque touchant à la dette et aux finances publiques ont produit de meilleurs résultats dans des pays ayant des programmes avec le FMI, ce qui semble indiquer des effets complémentaires entre les deux programmes.

13. En favorisant un environnement plus propice au développement du secteur privé, les DPF jouent un rôle essentiel pour mobiliser les capitaux privés et soutenir une croissance tirée par le secteur privé dans les pays clients, particulièrement dans un contexte caractérisé par un espace budgétaire restreint, comme l'a reconnu le Groupe de la Banque mondiale en adoptant l'emploi et la transformation économique (JET) comme domaine d'action prioritaire. Les réformes liées à un cadre propice à l'activité économique favorisent l'investissement privé en ouvrant la voie à l'amélioration globale du climat des affaires, au lieu d'encourager des projets d'investissement spécifiques. Deux tiers des opérations de DPF menées pendant la période couverte par l'étude comprenaient au moins une mesure visant à améliorer le cadre de l'activité économique, notamment dans 78 pays, pour un montant total de 39 milliards de dollars. Les DPF servent d'appoint à un éventail d'autres interventions du Groupe de la Banque mondiale, y compris les services-conseils d'IFC. Les objectifs des pouvoirs publics les plus souvent ciblés étaient les suivants : i) élargir l'accès à des infrastructures viables à faible coût à l'aide de réformes réglementaires ou grâce à la participation du secteur privé (notamment dans 57 % des opérations axées sur le cadre de l'activité commerciale) ; ii) réduire les obstacles à la création de nouvelles entreprises et rationaliser l'administration fiscale (52 %) ; iii) atténuer les risques et les incertitudes pour les opérateurs privés en renforçant le cadre juridique (50 %) ; et iv) approfondir l'intégration dans l'économie mondiale à travers la facilitation des échanges commerciaux et la logistique (41 %). La plupart des opérations ayant des composantes relatives au cadre de l'activité commerciale ont été livrées en séries, ce qui est indicatif de l'horizon à moyen terme de ce programme d'action. Les opérations axées sur le cadre de l'activité commerciale ont produit des résultats semblables à ceux des autres DPF, et ont réussi à faire baisser les coûts pour les entreprises, faciliter davantage les échanges et favoriser la mobilisation de capitaux privés.

14. **Les DPF prennent de plus en plus en compte la problématique de genre et d'égalité hommes-femmes, en droite ligne des orientations de la Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière d'égalité des genres pour les exercices 16 à 23, qui vont de la propriété et du contrôle des actifs à des emplois plus nombreux et de meilleure qualité en passant par l'amélioration des dotations humaines et la possibilité de se faire entendre et d'agir.** La proportion de DPF ayant une composante genre n'a cessé d'augmenter, passant de 24 % à 70 % entre l'exercice 17 et l'exercice 21. Tous les DPF pour l'exercice 21 dans la région d'Asie du Sud (SAR) avaient une composante genre. Les mesures préalables ont donné des résultats importants et aussi variés qu'un accès accru aux financements ou à la propriété, plus d'emplois pour les femmes, plus de filles inscrites à la maternelle, le renforcement de la protection des enfants, l'accès à l'éducation, à la santé, à l'internet et à l'électricité, la diminution du nombre de filles en déperdition scolaire, l'appui aux survivantes de violences sexistes, ou la représentation accrue des femmes aux élections locales. Le dialogue approfondi sur les actions à mener associé au processus du DPF s'est révélé essentiel pour mieux faire connaître les questions liées à la condition des femmes et leur incidence sur le développement. Une diversité de DPF innovants — allant du DPF sur la réponse à la crise et la reprise au Guatemala (ex. 21) qui encourageait l'inclusion financière des femmes au DPF qui visait à renforcer le cadre institutionnel d'élaboration de politiques tenant compte de la problématique du genre en Albanie (ex. 20) — incluait des réformes propices à une représentation équilibrée des genres et à l'égalité entre femmes et hommes dans différents contextes nationaux.

15. **En raison de la montée en puissance des problèmes liés à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets dans les pays clients, une place accrue est accordée aux réformes liées au changement climatique dans le cadre des DPF.** Durant l'exercice 21, les avantages connexes des DPF sur le plan climatique ont atteint 26 % et la quasi-totalité des opérations de cette nature (97 %) a eu des retombées bénéfiques pour le climat, contre à peine 7 % durant l'exercice 15. Les mesures en matière d'adaptation comprennent la gestion des zones côtières, la mise à jour des plans d'aménagement des territoires municipaux et la préservation des forêts et des ressources en eau ; celles portant sur l'atténuation incluent l'écologisation des secteurs de l'énergie et du transport afin de réduire la pollution. La composante CAT-DDO (et son extension aux pays IDA au titre d'IDA-18) a particulièrement contribué à soutenir la résilience aux chocs climatiques, compte tenu de la place qu'elle accorde aux politiques de gestion des risques de catastrophes. Le portefeuille actif de DPF ayant une composante de CAT-DDO avait des avantages connexes sur le plan climatique dans 84 % des cas en moyenne, ce qui est principalement attribuable aux mesures en faveur de l'adaptation au changement climat. Les DPF successifs avec une composante CAT-DDO en faveur des Philippines ont aidé à construire le système de gestion des risques de catastrophes de ce pays, tandis que le premier DPF ayant un volet CAT-DDO dans un pays IDA (Kenya, ex. 18) soutenait des réformes liées à l'aménagement des terres et à la gestion des ressources en eau axées sur l'adaptation. Tout bien considéré, les DPF touchant au climat ont donné de bons résultats. Même si à peine 35 % des DPF climatiques ont été évalués par l'IEG jusqu'à présent, tous ceux-ci ont obtenu une note satisfaisante ou modérément satisfaisante. Entre autres résultats à l'actif des réformes axées sur le climat qui sont soutenues par des DPF, on peut citer de manière générale : l'accroissement des incitations à réduire les émissions, le renforcement des cadres stratégiques nationaux relatifs au changement climatique, des dépenses publiques tenant compte des impératifs d'adaptation et d'atténuation, des incitations à réaliser des investissements financiers respectueux de l'environnement ; ou au plan sectoriel : l'accès accru à des technologies résilientes aux chocs climatiques, l'augmentation de la part des terres et des forêts aménagées suivant des pratiques durables ou le recours accru à l'énergie de sources renouvelables, le stockage de l'énergie, l'électrification du chauffage et des transports, l'abaissement des coûts de l'énergie et l'accroissement de l'efficacité énergétique.

Principales recommandations

16. **Les DPF ont continué de soutenir des réformes pertinentes tout en répondant aux besoins des clients en matière d'appui budgétaire à décaissement rapide.** Dans un environnement rendu plus difficile durant l'exercice 22 et au-delà (augmentation de la pauvreté extrême, y compris dans les pays à revenu intermédiaire ; accumulation de la dette ; détérioration de la position budgétaire des pays clients) et compte tenu de l'ambition accrue du Groupe de la Banque mondiale reflétée dans le cadre du GRID énoncé en 2021 et dans le programme de préparation aux crises, des mesures peuvent être prises pour améliorer l'efficacité du DPF et en accroître l'impact.

17. **Premièrement, le DPF assorti d'une composante CAT-DDO peut être amélioré pour permettre à la Banque de soutenir davantage la préparation et la réponse aux crises.** Alors que le Groupe de la Banque étudie les moyens de renforcer ses produits financiers pour appuyer la préparation et la réponse aux crises, les CAT-DDO peuvent être consolidés de manière à ouvrir accès à d'autres sources de financement pour mobiliser rapidement des liquidités tout en favorisant d'autres réformes propices à une meilleure préparation et résilience aux crises et à l'adaptation au changement climatique. Les programmes de DPF qui incluent une composante CAT-DDO ont eu des effets bénéfiques pendant la pandémie. En effet, l'outil CAT-DDO s'est révélé particulièrement utile comme source d'aide d'urgence, et l'accroissement du nombre de critères de déclenchement des tirages a permis aux pays de mobiliser rapidement des liquidités. Il existe un certain nombre de moyens par lesquels un CAT-DDO peut être plus adapté comme instrument de préparation et de réponse aux crises, particulièrement dans des pays IDA. En premier lieu, l'élargissement de la définition des critères de déclenchement pour inclure différents types de crises (alimentaire par exemple) offrirait aux pays un dispositif d'intervention d'urgence plus perfectionné. En deuxième lieu, on pourrait prévoir plus systématiquement un appui à la réforme des systèmes de protection sociale dans le paquet de mesures soutenu par un DPF comprenant un CAT-DDO. La pandémie a révélé la nécessité de disposer de systèmes de protection sociale qui fonctionnent bien pour faire face aux crises, lesquels doivent être assortis de mécanismes efficaces d'identification des bénéficiaires et de modalités d'accès via des solutions numériques, au besoin. De telles réformes peuvent être envisagées dans des cadres d'action soutenus par des CAT-DDO en vue de renforcer la préparation aux crises. En troisième lieu, il faut accroître l'appui à la préparation aux crises par des programmes d'investissement et des services d'analyse et de conseil complémentaires, entre la période d'approbation du CAT-DDO et son décaissement, lequel pourrait s'effectuer nettement plus tard que pour d'autres DPF, étant entendu que la Politique prévoit des extensions pour ce type d'opérations. Enfin, pour réduire les obstacles liés à la réservation de fonds pour parer aux imprévus, et pour établir un équilibre entre l'octroi d'une ligne de crédit préapprouvée qui permet de mobiliser rapidement des liquidités sans rattacher des ressources rares à un instrument conditionnel, la composante d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC) pourrait être utilisée plus fréquemment en association avec des CAT-DDO pour faire un meilleur usage de soldes non décaissés dans le portefeuille d'un pays à travers des CERC et d'autres mécanismes. En ce qui concerne les pays IDA, une série d'instruments améliorés et d'autres sources de financement pourraient être envisagées, y compris l'utilisation des CERC au niveau du portefeuille d'une manière plus efficace, l'augmentation de l'allocation au titre du Mécanisme de réponse aux crises (CRW) et l'amélioration des incitations associées aux CAT-DDO.

18. **Deuxièmement, le ciblage des réformes liées à la gestion des finances publiques et à la dette dans des pays à risque élevé de surendettement pourrait être affiné dans le cadre des DPF.** Après la crise de COVID-19, de nombreux pays devront reconstruire leur espace budgétaire et continuer de

s'attaquer de manière proactive aux vulnérabilités héritées de la pandémie. Pour beaucoup de pays, la mobilisation insuffisante de ressources intérieures et les risques considérables liés à la dette continueront de poser problème. La SDFP adoptée récemment complète et renforce l'aide offerte sous forme de DPF aux pays IDA pour assurer la gestion de la dette, la viabilité des finances publiques et la transparence des données sur la dette. Il pourrait être avantageux d'associer étroitement les DPF aux critères de performance et de politiques publiques (PPA) définis au titre de la SDFP, afin de favoriser une bonne politique budgétaire, la transparence des données sur la dette et une saine gestion de la dette. En outre, une plus grande attention devrait être portée aux réformes liées aux finances publiques et à la dette dans les DPF pour les pays présentant un risque plus élevé de surendettement. En contribuant à la résilience macroéconomique et en créant l'espace nécessaire à l'investissement dans le capital humain et matériel, ces réformes vont permettre de soutenir les efforts vers une reprise verte, résiliente et inclusive, en se fondant sur l'approche GRID.

19. **Troisièmement, il est possible de mieux surveiller les résultats et de mettre au point une méthodologie pour déterminer l'incidence des politiques appuyées par le DPF sur la mobilisation de capitaux.** Le secteur privé joue un rôle fondamental pour assurer une croissance durable et créer des emplois qui, à leur tour, sont une composante essentielle de l'inclusion sociale. Une plus grande attention pourrait être portée à l'élaboration de réformes qui donnent lieu à la création d'emplois de meilleure qualité. Alors que l'approche des BMD en matière de mobilisation de capitaux privés est axée essentiellement sur la facilitation de transactions directes, les DPF contribuent grandement à mettre en place un cadre propice à l'investissement privé de manière générale. Un meilleur suivi et une meilleure évaluation de l'appui aux politiques à l'aide du DPF — notamment l'appui à la mise en place d'un cadre propice à l'investissement privé, à la formation de partenariats avec des opérateurs privés dans le cadre de marchés publics, à des partenariats public-privé (PPP), au désengagement de l'État et aux privatisations — permettraient de mieux comprendre comment les DPF favorisent la mobilisation de capitaux privés.

20. **Quatrièmement, compte tenu des progrès satisfaisants accomplis ces dernières années, il est possible de prendre plus systématiquement en compte la problématique de l'égalité des genres dans les réformes stratégiques et institutionnelles appuyées par des DPF dans toutes les régions et tous les pays.** Les questions de genre ne reçoivent pas la même attention dans toutes les régions. Le besoin d'une reprise robuste souligne davantage l'importance du renforcement du pouvoir économique des femmes. Ensemble, l'éducation des filles, la planification familiale, la santé reproductive et sexuelle et les possibilités économiques offertes aux femmes vont accélérer le développement dans ses composantes verte, résiliente et inclusive.

21. **Enfin, si pour l'heure, presque tous les DPF prévoient dans une certaine mesure des fonds pour l'action climatique, il faut faire plus pour intensifier les efforts en vue de produire l'impact souhaité.** Étant donné qu'une grande partie du programme d'action pour le climat est liée au réaménagement des politiques et des institutions, la trajectoire de développement à l'épreuve du climat et sobre en carbone dans les pays clients peut être soutenue efficacement par des DPF. En mettant plus systématiquement l'accent sur des mesures institutionnelles et des politiques susceptibles de produire un impact dans le cadre des DPF, on pourrait aider à harmoniser les politiques sensibles au climat dans les pays clients avec les objectifs de l'Accord de Paris. En maintenant l'accent sur les réformes dans des secteurs qui concourent aux efforts d'atténuation — comme les énergies renouvelables, le transport et les subventions à l'énergie — et d'adaptation — comme l'agriculture adaptée au changement climatique et la conservation de l'eau —, on pourrait contribuer à trouver de nouveaux moyens par lesquels le DPF pourrait soutenir des trajectoires de développement à l'épreuve du climat et sobres en carbone.